



**DANS LE CADRE DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES DU  
19 OCTOBRE 2015, LA COALITION INVITE LES  
CITOYENS À SOUSCRIRE ET ENVOYER CETTE LETTRE  
À CINQ FORMATIONS POLITIQUES**

**Nous, citoyens du Canada, considérant que les aliments sont un besoin essentiel avant d'être un produit commercial et l'alimentation saine comme déterminante pour la santé, affirmons que :**

- 1. elle doit être érigée en tant que droit tout comme ceux à l'eau, aux soins de santé ou au logement salubre et qu'elle doit profiter d'un cadre juridique national;**
- 2. notre sécurité alimentaire doit reposer essentiellement sur les ressources physiques et humaines de notre territoire, contribuant ainsi à notre économie et limitant le transport et l'empreinte écologique des aliments;**
- 3. concrètement, l'accès économique et physique à un panier nutritif composé d'une sélection limitée d'aliments de base provenant des provinces du Canada, payés aux agriculteurs, pêcheurs et travailleurs à juste prix ou salaire, et vendus à prix préférentiels aux citoyens, soit garanti en tout temps et partout pour tous les Canadiens;**
- 4. le commerce international doit être strictement encadré pour permettre à toutes les nations du monde de se nourrir de leur territoire à un niveau qu'elles choisiront, sans subir de représailles économiques d'États membres de divers traités;**
- 5. l'État ne doit écarter aucun moyen pour y parvenir, y compris celui du soutien des prix à la ferme et au détail, pour cette même sélection d'aliments de base, ainsi que ceux de la mise en marché collective, de la gestion de l'offre, du coopératisme alimentaire et agricole et des circuits courts de mise en marché (ex. marchés publics, paniers fermiers, etc.);**
- 6. l'État doit soutenir toutes mesures contribuant à éliminer les problèmes d'obésité, les piètres conditions de travail et de rémunération agricole ou d'appauvrissement de notre environnement;**
- 7. pour conduire le système alimentaire à des gains substantiels sur les plans social, environnemental et économique, des mesures publiques réglementaires et incitatives doivent être mises de l'avant pour une consommation responsable (achat local, bio et équitable);**
- 8. la production, la transformation et la distribution des aliments sont des enjeux collectifs trop importants pour être laissés aux seules forces du marché;**
- 9. notre gouvernement doit agir prioritairement dans le sens de l'intérêt fondamental des citoyens, du bien commun, qu'ils soient mangeurs, travailleurs ou agriculteurs;**
- 10. l'État doit revenir au cœur du système alimentaire en tant que régulateur et considérer le système alimentaire comme un service public essentiel où les entreprises privées exploiteront à ses conditions, à celles du bien commun pour ce panier nutritif de base complet;**
- 11. le gouvernement du Canada doit donc s'engager fermement dans la défense de sa souveraineté alimentaire auprès des diverses instances internationales.**

